

Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013

Benoit Hurpeau, division Statistiques régionales, locales et urbaines, Insee

Résumé

En 2013, les effets de la crise se font encore sentir sur la croissance des régions françaises. Dans la majorité des régions, le produit intérieur brut est presque revenu à son niveau d'avant-crise. Ce n'est cependant pas le cas en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, en Bourgogne-Franche-Comté et dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie. La présence de secteur d'activités à forte productivité du travail explique une partie des différences régionales. Les taux d'activité contribuent aussi à ces écarts régionaux.

Impacts contrastés de la crise sur les PIB régionaux

La composition du tissu productif, facteur important de disparités

Un effet favorable des taux d'activité

Sources, pour en savoir plus

Encadré

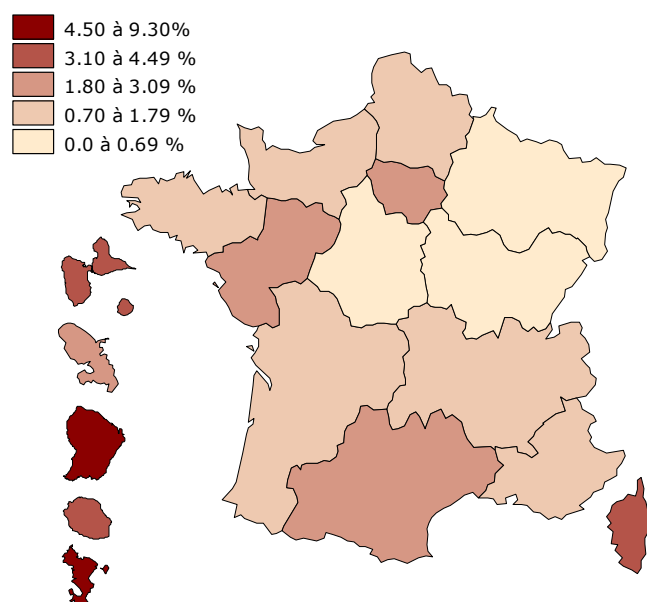
Décomposition du PIB par habitant

Publication

Impacts contrastés de la crise sur les PIB régionaux

Dans la décennie 1990, la croissance a été soutenue dans l'ensemble des régions françaises : le produit intérieur brut (PIB), a augmenté en moyenne de 2 % par an, de 1,6 % à 2,6 % selon les régions ([sources](#)). Les régions de la façade atlantique ont été parmi les plus dynamiques avec celles du pourtour méditerranéen. Ensuite, entre 2000 et 2008, les Pays de la Loire ainsi que la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et l'Île-de-France, ont continué sur cette lancée. Cependant, les premiers signes de ralentissement ont été observés dans les régions de l'Est et du Centre, la croissance annuelle tombant sous la barre des 1 % ([figure 1](#)).

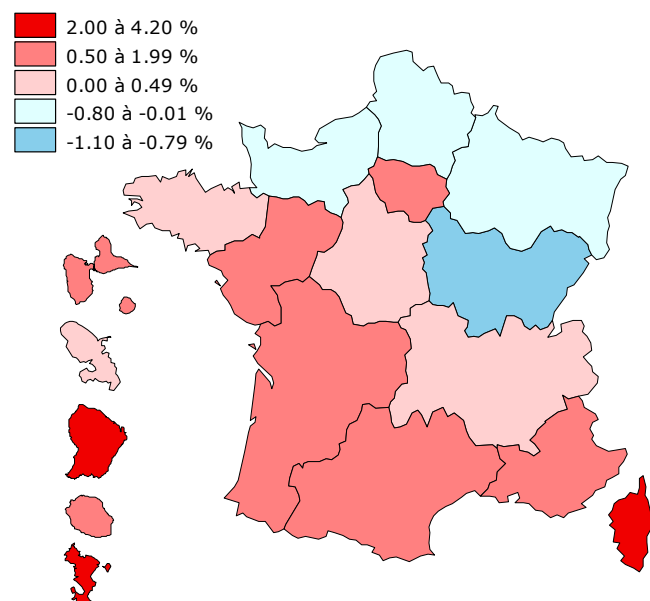
Figure 1 - Évolution des PIB régionaux en volume entre 2000 et 2008



Source : Insee, comptes régionaux base 2010.

La crise de 2008 a eu des impacts différenciés selon les régions. Ainsi, en 2013, trois régions métropolitaines n'ont pas retrouvé leur niveau de PIB de 2008 : Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Bourgogne-Franche-Comté et Nord-Pas-de-Calais-Picardie ([figure 2](#)). La région Bourgogne-Franche-Comté a été confrontée au plus fort recul : - 1 % par an entre

2008 et 2013.

Figure 2 - Évolution des PIB régionaux en volume entre 2008 et 2013

Source : Insee, comptes régionaux base 2010.

À l'inverse depuis la crise, les PIB de Mayotte et de la Guyane, les moins élevés parmi les régions françaises, croissent à un rythme annuel très important (+4 %). Ces régions étaient déjà les plus dynamiques entre 2000 et 2008. En France métropolitaine, c'est en Corse que la croissance est la plus rapide depuis 2000.

À l'issue de cette période, en 2013, les PIB régionaux par habitant se situent à des niveaux très différents : de 8 000 euros à Mayotte à 53 600 euros en Île-de-France (**figure 3**).

Figure 3 - PIB par habitant, PIB par emploi et emploi par habitant en 1990 et en 2013

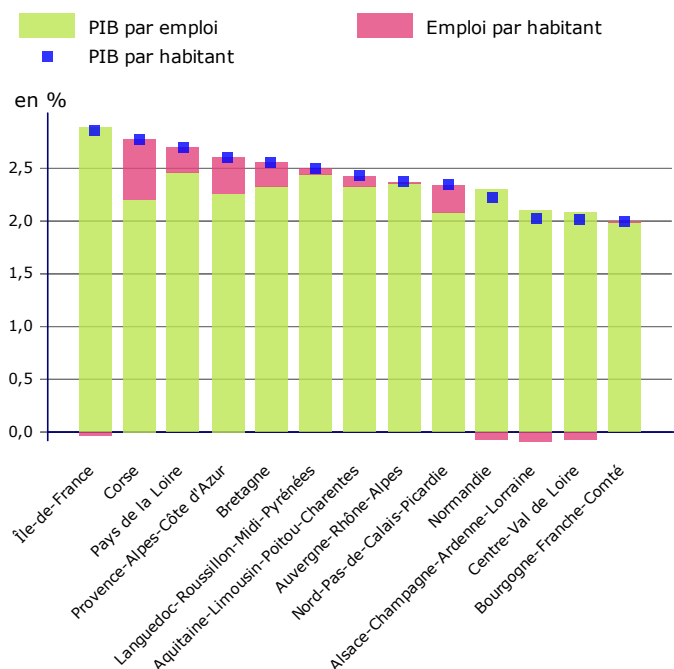
	PIB par habitant (en euros courants)		PIB par emploi (en euros courants)		Emploi par habitant (en %)	
	1990	2013	1990	2013	1990	2013
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine	16 838	26 713	43 401	70 029	39	38
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	15 523	27 013	39 925	67 877	39	40
Auvergne-Rhône-Alpes	18 093	30 988	43 073	73 676	42	42
Bourgogne-Franche-Comté	16 159	25 491	42 201	66 645	38	38
Bretagne	14 893	26 636	39 076	66 469	38	40
Centre-Val de Loire	16 905	26 761	43 039	69 220	39	39
Corse	14 225	26 672	42 855	70 476	33	38
Île-de-France	28 072	53 639	54 742	105 303	51	51
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	15 133	26 748	39 777	69 384	38	39
Nord-Pas-de-Calais-Picardie	14 793	25 228	43 091	69 275	34	36
Normandie	16 235	26 946	41 645	70 154	39	38
Pays de la Loire	15 510	28 647	39 603	69 303	39	41
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17 021	30 694	45 188	75 393	38	41
Guadeloupe	n.d.	20 427	n.d.	65 676	n.d.	31
Martinique	n.d.	22 687	n.d.	66 779	n.d.	34
Guyane	n.d.	16 210	n.d.	75 719	n.d.	21
La Réunion	n.d.	20 198	n.d.	64 111	n.d.	31
Mayotte	n.d.	8 047	n.d.	44 073	n.d.	18
Province	16 167	27 687	42 000	70 259	38	39
Métropole	18 407	32 559	45 006	78 320	41	42
DOM	9 731	18 942	36 097	64 686	27	29
France entière	18 181	32 126	44 852	78 012	41	41

n.d. : non disponible.

Source : Insee, comptes régionaux base 2010, Estel.

Les différences régionales de PIB par habitant peuvent s'expliquer en prenant en compte deux indicateurs, le PIB par emploi et l'emploi par habitant (**encadré**). Le premier reflète à la fois la structure d'activité régionale et la productivité de l'emploi dans chaque secteur. Le second dépend essentiellement de facteurs socioéconomiques. Cette décomposition permet d'éclairer les disparités régionales (**figure 4**).

Figure 4 - Décomposition de l'évolution annuelle moyenne du PIB par habitant entre 1990 et 2013



Source : Insee, comptes régionaux base 2010, recensements de la population, Estel.

La composition du tissu productif, facteur important de disparités

En 2013, le **PIB par emploi** est de 105 300 euros en Île-de-France, de 70 300 euros pour le reste de la métropole et de 64 700 euros dans les départements d'outre-mer. Seules deux régions ont un PIB par emploi supérieur à la moyenne de province : Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. La première se distingue par une industrie qui reste dynamique et un poids important des activités de services aux entreprises et de recherche. Les activités de transport et entreposage sont, quant à elles, plus nombreuses en Provence-Alpes-Côte d'Azur. À l'opposé, le PIB par emploi en Bretagne est le plus faible en métropole (66 500 euros). Les industries agroalimentaires et l'agriculture sont fortement représentées dans cette région. Dans ces secteurs d'activités, la **productivité apparente du travail** est relativement faible.

En Île-de-France, le PIB par emploi est très supérieur à la moyenne française. Les secteurs des activités financières, de l'information et de la communication, à productivité apparente du travail élevée, sont fortement implantés dans la région. Mais la diversité du tissu productif de la région ne peut expliquer, à elle-seule, les différences avec les autres régions. L'explication réside aussi dans le niveau de rémunération des salariés. Les surplus de productivité dégagés sont en effet majoritairement redistribués dans les salaires sur la période. Dans le même temps, le poids des hauts salaires dans la masse salariale est de plus en plus important. L'Île-de-France capte plus de la moitié des 1 % des rémunérations les plus hautes de France (hors Mayotte). Cet effet « hauts salaires » est lié notamment à la présence importante de sièges sociaux d'entreprises dans la région capitale. Cet effet des sièges sociaux est également positif pour les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Un effet favorable des taux d'activité

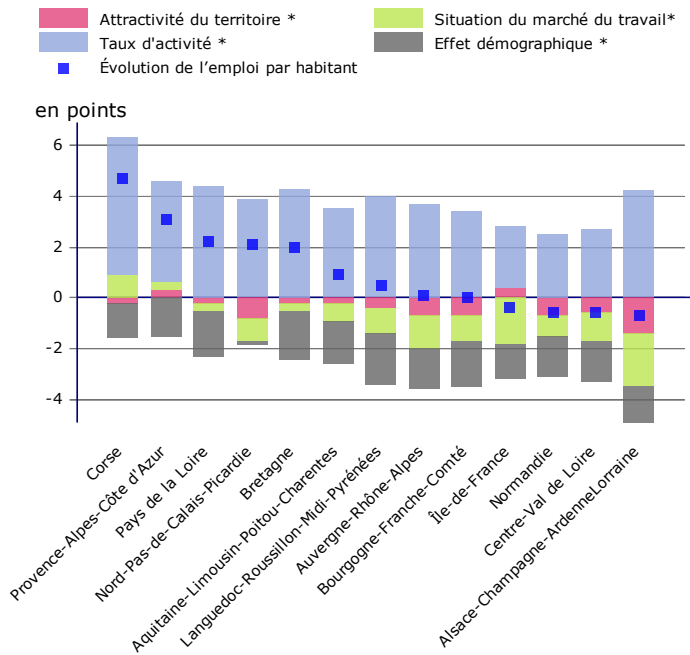
Le PIB par habitant dépend également de l'emploi par habitant. Ce dernier peut se décomposer lui-même en plusieurs facteurs (**encadré**). En 2013, le ratio emploi par habitant varie de 18 % à Mayotte à 51 % en l'Île-de-France (**figure 3**).

Entre 1990 et 2013, le ratio emploi par habitant a nettement progressé en Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays de la Loire et Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Dans ces quatre régions, cette hausse est surtout liée à celle du taux d'activité.

D'ailleurs, dans l'ensemble des régions françaises, l'augmentation du taux d'activité a eu un effet positif sur le rapport emploi par habitant (**figure 5**). La croissance du taux d'activité des femmes entre 1990 et 2013 en est la principale explication. En France métropolitaine, ce taux a augmenté de 7 points en Île-de-France et jusqu'à 18 points en Corse.

À l'inverse, avec le vieillissement de la population, l'effet démographique est négatif dans toutes les régions métropolitaines.

Figure 5 - Le taux d'activité, moteur de croissance de l'emploi par habitant en région



* voir encadré.

Lecture : entre 1990 et 2013, l'emploi par habitant a progressé de 4,7 points en Corse. L'amélioration de la situation du marché du travail a permis de faire gagner 0,9 point à l'emploi par habitant en Corse.

Champ : France métropolitaine, les données des comptes régionaux n'étant pas disponibles en 1990 pour les DOM.

Source : Insee, comptes régionaux base 2010, recensements de la population, Estel.

Encadré

Décomposition du PIB par habitant

Au niveau régional, le **PIB par habitant** est calculé en rapportant le PIB de la région à la population résidant dans la région. Les différences régionales de PIB par habitant peuvent s'éclairer en prenant en compte deux indicateurs, le **PIB par emploi** et **l'emploi par habitant**. En effet :

$$\frac{\text{PIB}}{\text{Habitant}} = \frac{\text{PIB}}{\text{Emploi}} \times \frac{\text{Emploi}}{\text{Habitant}}$$

Dans les deux cas, il s'agit de l'emploi au lieu de travail.

L'emploi par habitant peut lui-même se décomposer en quatre facteurs de la manière suivante :

$$\frac{\text{Emploi}}{\text{Habitant}} = \frac{\text{Emploi}}{\text{PAO}} \times \frac{\text{PAO}}{\text{PA}} \times \frac{\text{PA}}{\text{PEAT}} \times \frac{\text{PEAT}}{\text{Habitant}}$$

Au total, le PIB par habitant peut être décomposé en cinq facteurs :

$$\frac{\text{PIB}}{\text{Habitant}} = \frac{\text{PIB}}{\text{Emploi}} \times \frac{\text{Emploi}}{\text{PAO}} \times \frac{\text{PAO}}{\text{PA}} \times \frac{\text{PA}}{\text{PEAT}} \times \frac{\text{PEAT}}{\text{Habitant}}$$

Le ratio **Emploi / Population active occupée (PAO)** est un indicateur d'**attractivité de la région**. Si ce rapport est supérieur à 1, cela signifie qu'il y a plus de personnes venant d'autres régions qui y travaillent que l'inverse.

Le ratio **PAO / Population active (PA)** est un indicateur de **situation du marché du travail**. Il rapporte la population active occupée de la région à sa population active. C'est le complémentaire du taux de chômage au sens du recensement de la population. Plus il est élevé, meilleure est la situation du marché du travail local, car la part des chômeurs dans la population active est plus faible.

Le ratio **PA/Population en âge de travailler (PEAT)** correspond au **taux d'activité**. Il rapporte le nombre d'actifs de la région (actifs occupés et chômeurs) à l'ensemble de la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans).

Le ratio PEAT/Habitant **est un indicateur d'un effet démographique**. Il rapporte la population en âge de travailler de la région (15-64 ans) à son nombre d'habitants. Ainsi, si la population locale est très jeune (Mayotte et Guyane) ou si elle est vieillissante (Corse), le ratio est faible.

Sources

L'Insee publie annuellement des produits intérieurs bruts régionaux. Leur **élaboration** suit un cadre fixé par le règlement européen. Les comptes régionaux des DOM ne sont disponibles qu'à partir de l'année 2000. Les **résultats** sont disponibles sur le site insee. fr.

Bibliographie

Brière L., Clément E., « **Croissance dans les régions : davantage de disparités depuis la crise** », *Insee Première* n° 1501, juin 2014.

Brière L., Koumarios H., « **Nouvelles régions : moins de différences interrégionales** », La France et ses territoires, *Insee Références*, Edition 2016, avril 2015.

Hurpeau B., « **Elaboration des Produits Intérieurs Bruts régionaux en base 2010 : principes et méthodologie** », *Document de travail* n° H2016-01, mai 2016.

Des **données complémentaires** sont disponibles dans le fichier Excel « Données complémentaires » joint à cette publication.